

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

13 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N ° I-4756

présenté par

M. de Courson, Mme Bassire, M. Acquaviva, M. Guy Bricout, M. Jean-Louis Bricout,  
M. Castellani, M. Colombani, Mme Froger, M. Lenormand, M. Molac, M. Morel-À-L'Huissier,  
M. Pancher, M. Panifous, M. Saint-Huile, M. Taupiac et Mme Youssouffa

-----

**ARTICLE ADDITIONNEL****APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:**

L'article L. 7232-1-1 du code du travail est complété par une phrase ainsi rédigée : « Ce décret ne peut pas inclure les travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » dans le champ des activités qui ouvrent droit au crédit d'impôt. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Le crédit d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile est une dépense fiscale estimée à 5,7 Md€ en 2022 et à 7,9 Md€ en 2023.

Les signataires de cet amendement réaffirment leur soutien à tout dispositif budgétaire ou fiscal qui soutiendrait l'autonomie et la dignité des personnes en situation de handicap ou de dépendance.

Cependant, fort est de constater que la dépense fiscale visée est aussi utilisée par des foyers fiscaux très aisés, sans que cela soit justifié. Bien que les emplois des personnes à domicile doivent être défendus, l'ouverture dudit crédit d'impôt sont pour les ménages fortunés un effet d'aubaine.

Il est donc proposé de retirer de la liste des activités de service à la personne ouvrant droit au crédit d'impôt les activités qui ne répondent pas à l'esprit de la Loi, à savoir les travaux de petit bricolage mentionnées à l'article D 7231-1 du Code du travail.